

MAROC

CONTESTATION POPULAIRE GEN Z 212

Point de situation – 03.10.2025

Une contestation populaire aux origines multiples

Depuis le 27 septembre, le Maroc connaît une **vague de manifestations à grande échelle** dans les principales villes du pays, menées par la jeunesse sous le collectif « Gen Z 212 ».

La colère populaire a été déclenchée par la mort d'au moins huit femmes enceintes lors de césariennes à l'hôpital public Hassan II d'**Agadir**, qui a mis en évidence certaines lacunes perçues dans le système de santé publique marocain. Cette indignation a été encore exacerbée lorsque, dans le même temps, les autorités ont inauguré un nouveau stade pour la Coupe du monde de football de 2030, alors que le Maroc se prépare à accueillir la Coupe d'Afrique des Nations en décembre, symbole pour les manifestants de « **choix budgétaires** déconnectés des besoins essentiels de la population », selon leurs revendications.

Ces manifestations ne surviennent pas ex-nihilo mais sont le fruit d'un mécontentement profond et de longue date contre certaines « **inégalités structurelles** » pointées par la jeunesse. On trouve ainsi une continuité avec les mobilisations antérieures des **populations rurales**, en particulier celles des régions du Rif et du Sahara qui marchent vers les grandes villes, dénonçant les « **inégalités dans l'accès aux services de base** ». Il existe une convergence des revendications, qui inscrit ce mouvement dans la **continuité historique des luttes populaires** au Maroc.

Maroc : localisations des manifestations recensées depuis le 27 septembre



Map: SSF - Scutum Security First • Created with Datawrapper

Qu'est-ce que le mouvement Gen Z 212 ?

Les manifestations initialement pacifiques ont dégénéré en **violences et affrontements** le 1^{er} octobre. Au 3 octobre, à l'échelle nationale, au moins 3 personnes ont été tuées et près de 300 blessées ont été recensés, majoritairement au sein des forces de l'ordre, tandis que 400 manifestants ont été arrêtés. Ces manifestations reflètent une frustration sociale qui s'accroît vis-à-vis des **inégalités socioéconomiques perçues**, de l'accès précaire aux services de base dans les zones reculées, notamment l'éducation et les soins de santé, et de la corruption, d'après les manifestants. Ces derniers expriment un sentiment d'abandon et de frustration face au « fossé entre les promesses du gouvernement et la réalité quotidienne ».

- Le collectif GenZ 212 est né sur les réseaux sociaux, notamment Discord, où de jeunes militants ont appelé à des « rassemblements pacifiques contre les inégalités sociales ». Depuis l'interdiction des premières manifestations, le nombre d'adhérents sur Discord a d'ailleurs explosé, atteignant le 3 octobre près de 170 000 membres sous pseudonyme. Cette mobilisation met en évidence une réalité démographique : près de 60 % de la population du pays a moins de 30 ans, fait face à un taux de chômage important (36,7% des 15-24 sont au chômage), et souffre d'une certaine précarité (73% travaillent sans contrat écrit).
- Leurs revendications comprennent : l'augmentation des budgets consacrés à la santé publique et la réforme de l'accès à celle-ci ; la refonte du système éducatif, la réduction de la taille des classes d'enseignement et l'amélioration des infrastructures scolaires publiques ; une plus grande équité territoriale entre les zones urbaines et rurales ; et la démission du chef du gouvernement Aziz Akhannouch, en poste depuis octobre 2021 et ministre depuis 2007.

Même s'il s'inspire des mobilisations populaires Gen Z survenues à travers le monde ces dernières semaines, en particulier au Népal et à Madagascar où les gouvernements ont brusquement été renversés, le mouvement de contestation marocain repose sur un **ancrage historique et territorial important**, attestant des **disparités socioéconomiques croissantes** dans le pays.

Quelles potentielles répercussions ?

Cible des revendications, le **gouvernement marocain**, plutôt que le pouvoir royal, incarne pour les manifestants une stratégie budgétaire éloignée des préoccupations populaires. Aziz Akhannouch et son gouvernement sont accusés par le mouvement Gen Z 212 d'avoir favorisé des projets de développement du tourisme et d'une « société de divertissement », dont seule la classe moyenne supérieure, minoritaire dans le pays, peut profiter.

Rappelons à cet égard que dans une étude publiée en mai 2025, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a révélé que l'indice de développement humain (IDH) du Maroc était passé de 0,456 à 0,710 entre 1990 et 2023, soit une progression majeure de 55,7 %. Toujours selon cette même étude, le taux de pauvreté a également significativement baissé sur la même période, mais 72% des personnes pauvres ont été recensées en milieu rural, soulignant **l'ampleur des disparités territoriales** dans le pays. Publié le 8 mai 2024, un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) relevait qu'en 2022 un Marocain sur quatre entre 15 et 24 ans, soit 1,5 million d'individus, n'avait ni emploi, ni études, ni formation.

Si la monarchie ne semble pour l'heure pas visée par les revendications populaires, celle-ci pourrait être amenée à remanier le gouvernement à l'approche **d'élections législatives sensibles prévues d'ici septembre 2026**.

Ce scrutin pourrait alimenter les tensions politiques alors que les partis d'opposition, divisés et minoritaires au Parlement, pourraient chercher à récupérer les revendications populaires actuelles. En l'absence de réponse du gouvernement, les manifestations pourraient se structurer en mouvement durable, avec un risque crédible de **superposition à d'autres tendances contestataires**, comme le *Hirak* du Rif. Il convient par ailleurs de rappeler que d'importantes **mobilisations propalestiniennes** sont régulièrement organisées dans les grandes villes, la prochaine étant prévue le **5 octobre à l'échelle nationale**.

La fronde populaire est en outre sujette à **instrumentalisation**, notamment de la part de puissances étrangères adverses, au premier rang desquelles l'Algérie. Ce risque étant toutefois bien connu des autorités marocaines, comme de la population dans son ensemble, il est peu probable qu'il pèse substantiellement sur le devenir de la contestation.

Recommandations Sécuritaires

Alors que la contestation populaire ne vise pour l'heure pas les ressortissants étrangers, les déplacements vers le Maroc peuvent à ce jour être maintenus. Il est toutefois conseillé de suivre quelques recommandations sécuritaires :

Se tenir strictement à l'écart de tout attroupement. Même lorsqu'ils sont annoncés comme pacifiques, les rassemblements peuvent devenir imprévisibles ;

Surveillez en continu les informations locales et les alertes consulaires. Abonnez-vous aux canaux officiels (ambassades, consulats, médias fiables, alertes SSF).

Limitez les déplacements nocturnes dans les zones urbaines sensibles. Les incidents les plus sérieux se produisent généralement en soirée ou la nuit.

Anticipez des perturbations des transports. Des fermetures de routes et des blocages ponctuels peuvent survenir autour des centres-villes.

Restez discret et respectueux. Évitez les discussions politiques publiques et ne photographiez pas les forces de l'ordre ou les manifestations.

Votre partenaire sûreté à l'international

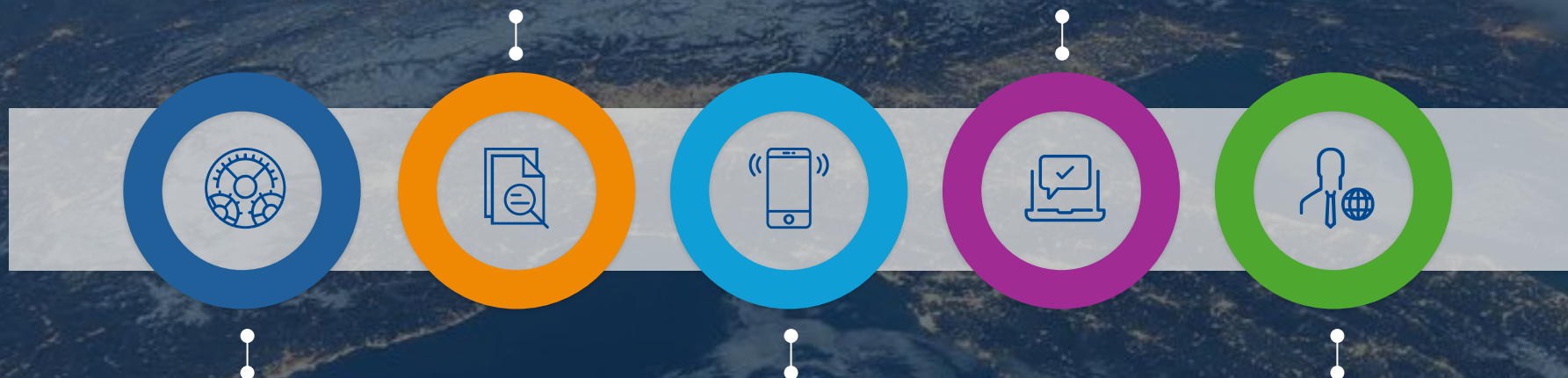


Information & Analyse

*Information pays
Alertes 24/7
Études sur mesure*

Formation

*E-learning
Formation avant départ
Exercices de gestion de crise*



Conseil

*Renseignement d'affaires
Audit de la sûreté des déplacements
Conseil en management de la sûreté
Conseil en conformité ISO 31030*

Technologies

*Plateforme de suivi
Application mobile
Bouton SOS et Safety Check*

Opérations

*Security Operation Center 24/7
Accompagnement en zones à risque
Appui à la gestion de crise*